

LA RÉVOLTE GRONDE...

Manifestement, les gouvernements successifs, tous valets subsidiaires de l'Union Européenne, semblent bien décidés à multiplier les réformes des retraites jusqu'à la disparition complète de cet acquis de la classe ouvrière.

Lors de sa récente conférence de presse, François le second, a ainsi déclaré: *«Il y a un déficit d'une quinzaine de milliards d'euros et il est prévu à vingt milliards d'euros en 2020. C'est insoutenable [...] Les partenaires sociaux ont pris leurs responsabilités pour les régimes complémentaires. Nous devons continuer»*. Chacun sait que le soi-disant déficit (impossible à prévoir à si long terme!) n'est autre que le résultat des exonérations de cotisations offertes aux patrons depuis des décennies. Le déficit tout comme la dette, n'est qu'un mythe pour tenter de faire accepter une politique réactionnaire.

Le président a par ailleurs ajouté: *«Dès lors que l'on vit plus longtemps, parfois beaucoup plus longtemps, on devra travailler aussi un peu plus longtemps»*. Méfions-nous du bon sens, il est bien souvent trompeur. Il y a deux lectures possibles de cette phrase. Une lecture économique: le travailleur vivant plus longtemps, il doit être plus rentable. Une lecture religieuse: dieu prête vie aux pauvres pêcheurs que nous sommes, nous devons donc offrir nos retraites en sacrifice expiatoire. Les deux morales me répugnent tout autant. L'augmentation de l'espérance de vie est le fruit du progrès, il faut s'en féliciter et en jouir et non la présenter comme un luxe qui nécessiterait une contrepartie. Ceci étant dit, si cette augmentation de l'espérance de vie est bien directement liée aux progrès sociaux et médicaux, gageons que la destruction progressive et constante de nos acquis sociaux (sécurité sociale, retraites, service publics de santé...) entraînera logiquement une baisse de l'espérance de vie. Enfin, ce qui corrobore mes propos précédents, toutes les études le soulignent l'espérance de vie en bonne santé, elle, est déjà en baisse sensible.

Cette propagande mensongère, digne de Goebbels, n'est ni nouvelle ni surprenante. Elle vise à vendre la destruction de nos retraites comme une mesure inéluctable alors même qu'il s'agit d'une contrepartie accordée par le gouvernement français à l'Union Européenne en échange d'un délai de deux ans pour atteindre les fameux 3% de déficit public.

La mécanique est bien huilée, chaque offensive gouvernementale est précédée d'un rapport cette fois, il s'agit du rapport de la commission Moreau sur l'avenir des retraites qui doit paraître en juin. Et comme à chaque fois, le contenu du rapport est connu avant sa publication. Ainsi le gouvernement a-t-il d'ores et déjà annoncé privilégier quatre propositions du dit rapport: allonger la durée de cotisation à 44 annuités, repousser l'âge légal de départ à la retraite, revaloriser les pensions à un niveau inférieur à l'inflation, aligner la CSG des retraités sur celle des actifs. Autant de propositions, bien sûr inacceptables, sur lesquelles le gouvernement espère bien aboutir à un compromis.

Voilà pour les objectifs, quid de la méthode? Rien moins que le *«compromis historique»* via le *«dialogue social»*. Certes, l'opération a échoué pour l'ANI (cf. nos précédents numéros) mais François le second et le Duc de Nantes sont des adeptes de Guillaume d'Orange dit le Taciturne pour qui: *«Il n'est point besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer»*.

Est annoncée la convocation d'une conférence sociale les 20 et 21 juin, précédée d'une conférence de méthode (sic, pour ma part je préfère le discours de Descartes...) le 22 mai et d'entretiens bilatéraux avec les organisations syndicales et patronales à Matignon le 13 mai.

Cette conférence, prétendument sociale, peut-elle aboutir à une union sacrée? Les déclarations des participants aux entretiens bilatéraux peuvent nous aider à répondre à cette question.

Laurence Parisot pour le MEDEF, a déclaré que sa *«préconisation est d'allonger la durée de cotisation*

à 43 ans d'ici 2020 et de repousser l'âge légal de la retraite à au moins 65 ans à l'horizon 2040». Comme aurait dit le regretté Desproges: «Etonnant, non?».

Pour la CFDT, Laurent Berger a précisé «qu'entre âge de départ et durée de cotisation, le paramètre le plus juste était la durée de cotisation». Il demande une «réforme de fond qui réduise les inégalités». Laissons Desproges reposer en paix...

Thierry Lepaon, pour la CGT, a repoussé tout «nouveau recul de l'âge de la retraite ou une baisse du montant des pensions». Il considère qu'il faut «élargir l'assiette du financement». Il en appelle «à la mobilisation, en juin, dans le cadre d'une action de la Confédération européenne des syndicats, pour une réforme structurelle du financement des retraites qui passe par l'augmentation des salaires et l'emploi». Une réforme structurelle? N'est-ce pas le voeu de la CFDT et du gouvernement? Quant à la mobilisation dans le cadre de la CES, officine corporatiste aux ordres de Bruxelles, ai-je besoin de préciser ce que j'en pense?

Jean-Claude Mailly a déclaré que FO n'accepterait pas «une réforme globale dite systémique qui consisterait à tout chambouler pour faire un régime par points», ni de «bouger l'âge légal de départ ou rallonger la durée de cotisation». Il s'est dit opposé à toute désindexation des pensions sur l'inflation. La question, selon lui, est celles de recettes, il est disposé «à regarder, y compris à accepter des augmentations de cotisations à discuter».

Comme on peut le constater, avec plaisir, à la lecture de ces déclarations, le compromis historique est... compromis. Mais l'unité d'action syndicale (qui n'est pas - est-il besoin de le rappeler? - l'unicité syndicale) sur des mots d'ordre clairs et justes, pour la défense de nos retraites et la reconquête de ce qui nous a d'ores et déjà été volé (retraites à 60 ans, 37,5 annuités pour tous public-privé...) est loin d'être une évidence. Peu importe! La lutte des classes peut se mener sans, voire contre certains bureaucrates syndicaux, c'est sans doute même ainsi que la classe ouvrière peut espérer vaincre.

Qui ne sent pas que la révolte gronde?

Christophe BITAUD.

L'IMPOSTURE DE LA PÉDAGOGIE DU MENSONGE POUR UNE EUROPE FÉDÉRALE ET CORPORATISTE...

Dans le journal clérical «Ouest-France» du 11 mai 2013, François-Régis Hutin, dans son éditorial, se réfère à un article de Bernard Guetta dans Libération du 9 mai:

«Il faut que les pays de l'euro se fixent un calendrier d'harmonisation fiscale et sociale; développent une politique industrielle commune; mutualisent leurs emprunts; se dotent d'une défense commune pour réduire leurs dépenses militaires, et solennellement annoncent qu'au terme de ce processus, l'union politique est leur objectif».

Je choisis cette citation parce qu'elle résume parfaitement la signification du marchandage pour que l'Europe concède à François Hollande deux ans supplémentaires pour les fameuses réformes structurelles.

L'accord interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi - pour lequel François Hollande voulait un compromis historique - s'est avéré un échec cinglant. Et contrairement à ce qu'il a déclaré, notamment lors de sa conférence de presse, ce sont des syndicats ultra-minoritaires - et non pas majoritaires - qui ont signé cet accord devenu la loi scélérate.

La pédagogie du mensonge qu'il préconise consiste à supprimer le code du travail pour garantir au capitalisme mondial les meilleures conditions d'exploitation de la classe ouvrière.

Depuis cinq ans, on nous bassine avec «la dette», en nous parlant tantôt d'austérité, tantôt de crise financière et finalement de récession. Gros mensonges puisqu'on est en récession depuis 2008, car la production mondiale n'a pas cessé de baisser depuis. En réalité, la politique d'austérité du remboursement

de «*la dette*» n'a servi que pour approfondir la récession. La réforme contre les retraites n'est pas autre chose qu'une nouvelle étape dans la récession.

Le crochu s'accroche...

D'ailleurs François Hollande - dans le déni de son échec par rapport au compromis historique - s'apprête à en remettre une couche pour tenter d'imposer à tous les syndicats la règle de subsidiarité en ce qui concerne les retraites.

A posteriori, force est de constater que sa boîte à outils tente de se renforcer par un coup d'Etat constitutionnel, à savoir la mise en place d'un gouvernement économique au plan européen (voir article 88-1 de la constitution).

En clair, pour imposer à tous les syndicats la volonté du saint empire romain germanique, libre cours dans le pillage, sans vergogne, de tous les acquis de la classe ouvrière. C'est ainsi que la pédagogie du mensonge, parmi d'autres mesures, déclare que le «*coût du travail*» doit impérativement être à la mesure des besoins du système capitaliste mondial.

Imposture, vol et mensonge...

Pour pouvoir nous voler, on doit annuler toutes les références aux réalités sanctionnées par les accords, les conventions collectives, depuis 1945. C'est ainsi qu'en France, la classe ouvrière, dans sa lutte syndicale, a pu obtenir les salaires différés qui servent à financer, notamment, le régime général de la Sécurité sociale et la retraite par répartition. Donc le vol consiste à amputer les salaires de ces salaires différés en les fiscalisant. Il faut rappeler que c'est François le premier et Michel Rocard, son premier ministre, qui ont enclenché cette fiscalisation.

«*Les clubs Témoins*» de Jacques Delors et François Hollande, au nom de la trinité s'incarnant dans le personnelisme et en association avec les amis d'Emmanuel Mounier, ont servi, depuis le traité de Rome, à justifier théologiquement le vol dont nous sommes victimes aujourd'hui.

Le temps du mépris...

Cet acharnement à justifier théologiquement le vol, le mensonge et le pillage de nos acquis, au mépris des salariés, des retraités et de l'ensemble des citoyens, devient tout simplement une agression contre l'intelligence.

Le temps de la révolte gronde contre la misère, l'exploitation et l'oppression, impulsée par les nouvelles mesures anti-ouvrières préconisées par François II, le serviteur de l'Europe du Vatican.

La révolte gronde...

Bertrand KANBAN.

LA LIGNE ROUGE...

Coup d'Etat de François Hollande qui déclare, le 16 mai, sa volonté de mettre en place un gouvernement économique de l'union européenne.

Ce même François Hollande prépare la mise en cause des retraites par une énième réforme. Son premier ministre, en guise d'exécution, va diriger la deuxième conférence sociale. Il est bien entendu que cette conférence, pour ceux qui nous gouvernent, doit aboutir aux décisions déjà prises et exprimées par François Hollande lui-même lors de sa conférence de presse.

Une ligne rouge qu'on déplace chaque fois que le gouvernement décide de franchir une nouvelle étape de liquidation des acquis de la classe ouvrière devient... une ligne flexible.

Soyons réalistes! Nous n'avons jamais abandonné les acquis, à savoir la retraite à 60ans et le calcul sur

les dix meilleures années mis en cause par la réforme Balladur de 1993. Un jour, la classe ouvrière, à l'heure des «*contes du lundi*», saura le rappeler à tous ceux qui ont «*mauvaise mémoire*».

Donc la ligne rouge est bien là.

Il faut dire ouvertement à François Hollande que sa deuxième tentative de compromis historique ne peut avoir d'autre issue que la première, c'est-à-dire le refus des organisations syndicales dignes de ce nom de s'associer à la politique réactionnaire des gouvernements successifs depuis 1982.

Bertrand KANBAN.

LA RÉVOLTE GRONDE ... ET NOUS NOUS ASSOCIONS PLEINEMENT À LA DÉCLARATION DE L'UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DU FINISTÈRE, LE 1ER MAI 2013:

«*Camarades,*

La transposition de l'ANI dans la loi, c'est l'adaptation des règles sociales françaises à la volonté capitaliste européenne et mondiale.

La déréglementation généralisée du marché du travail fait suite à la déréglementation généralisée des marchés financiers, en flexibilisant les conditions de travail, en renvoyant la négociation (le révolver sur la tempe) au niveau de l'entreprise.

Cet accord, cette future loi, casse toutes les garanties; il détruit le filet de sécurité qu'est le Code du Travail; il organise la soumission des travailleurs au dogme de l'économie et du profit, faisant fi de toute protection sociale.

Partout, en Europe, se développe un sous prolétariat: nombreux sont les salariés payés à 300• ou 400• par mois, sans aucune garantie sociale (maladie, retraite, chômage), avec des horaires totalement illégaux au regard du code du travail, allant jusqu'à plus de 60 heures par semaine.

C'est une des causes de la destruction de nos entreprises industrielles et de l'agroalimentaire: DOUX, GAD, HOLVIA PORC, les filières porcine et avicole sont victimes, non seulement de la mauvaise gestion de leurs entreprises, mais également du développement de «l'esclavage» sur tous les secteurs.

FO condamne ce retour à la barbarie et condamne toutes les dispositions qui, comme la directive «Bolkenstein» et l'ANI, ont pour objectif, réel et non avoué, d'aligner par le bas les dispositions salariales au détriment de l'emploi, pour le seul profit du capital.

On ne prend pas date pour 10 ans mais pour demain: déjà partout sur le territoire, des entreprises font savoir qu'elles attendent l'application de la loi sur l'ANI, formidable outil de casse sociale.

Sur toute l'Europe, sur le monde entier, les salariés sont exploités de plus en plus durement; partout la dignité des hommes et des femmes, des enfants, des vieillards est bafouée et réduite à zéro.

Partout des organisations syndicales confédérées se compromettent dans le cadre de réunions dites de «dialogue social» et bloquent la volonté d'en découdre des salariés.

En Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Allemagne, en France..., partout l'objectif capitaliste est de supprimer toute protection des salariés, l'ANI en est le dernier et, pour l'instant, le plus grave épisode.

Et en parallèle, le gouvernement a déjà annoncé qu'il allait en remettre une couche sur la casse de nos retraites, nous faire partir toujours plus tard avec toujours moins, pendant que de nombreux jeunes, aux portes des entreprises, restent sans travail.

Et nous savons aussi qu'après les retraites, ce sera le tour de la sécu, l'objectif étant de faire de cet outil

social qui appartient aux travailleurs, un outil d'enrichissement pour les banques et les assurances.

Camarades, le 1er mai est le jour international de manifestations de la classe ouvrière.

FORCE OUVRIERE appelle les travailleurs de tous les pays:

- à s'unir dans un syndicalisme libre et indépendant, en se réappropriant toutes ses structures, nationales et internationales,

- à se révolter contre l'exploitation capitaliste, contre la C.E.S. et la C.S.I., structures pseudo-syndicales qui ne sont que des valets du capitalisme mondial.

Camarades, il n'est plus temps de pleurer sur notre sort, il est temps de nous battre. Insurgeons-nous, mes camarades, REVOLTONS - NOUS!»

CONFERENCE OUVRIERE EUROPEENNE DU 15 AU 17 MARS 2013 À TARRAGONE:

Comme suite et complément à *L'Anarcho-syndicaliste* n°171 concernant la conférence de Tarragone, nous publions ci-dessous le relevé des interventions qui mettent en exergue la politique de l'Union européenne dans les pays concernés qui veut y associer les syndicats comme organisations subsidiaires.

Ces interventions expriment la volonté de combattre l'Europe impériale et, en filigrane, le souhait de voir des prolongements, vu les développements de la lutte des classes.

Jordi Salvador Duch, Secrétaire Général de l'UGT de Tarragone, ouvre la conférence:

«Refus du Pacte Social».

- 14 novembre 2012: appel à des grandes manifestations à l'appel des organisations syndicales. Beaucoup de monde dans la manifestation, grève générale suivie d'un pacte syndical avec le gouvernement. «Traîtrise des organisations qui ont organisé un pacte social de 3 mois».

- En février 2013, grandes manifestations avec débordement par la base. «Appel aux organisations syndicales pour qu'elles respectent les revendications des salariés et syndicats de base».

Il évoque la temporisation des crises: 3 ans entre la Grèce et l'Espagne et 3 ans entre l'Espagne et la France. Il signale l'analogie entre les articles de presse en France aujourd'hui et les articles parus en Espagne sous Zapatero. Nous avons perdu 70 ans d'internationalisation. Que faisons-nous pour les grecs et les portugais? et conclu: s'il n'y a pas d'internationale, il faut la construire.

Carla Boulboullé, Syndicat des enseignants GEW - Allemagne:

Dénonce la restriction des budgets sociaux et évoque la dramatique remise en cause des services publics. Destruction sociale en Allemagne, pauvreté, fermeture des services publics.

Début janvier 2013, le Conseil Européen s'est accordé pour appliquer le pacte de stabilité à toute l'U.E (25 sur 27). C'est une vision supranationale sur les gouvernements, la supranationalité l'emporte pour imposer la politique anti-sociale. C'est la règle des marchés financiers avec leur logique de destruction sociale. Cette dictature de la supranationalité est une déclaration de guerre.

Les pactes de croissance, la concertation sociale, c'est la neutralisation, la destruction des syndicats.

Per Sorensen, Syndicat des travailleurs de la construction - Danemark:

Le parti socialiste a voté la diminution de la durée d'indemnisation de l'allocation chômage, la gauche continue la politique de destruction de la droite. L'U.E. impose une politique anti-syndicale.

Nouvelle lutte de classe au Danemark contre le gouvernement rouge-vert. Droite-gauche, c'est la même politique. Les pays qui ont rejoint l'U.E. ont été vidés de leur démocratie. L'U.E. a créé une politique totalitaire.

Les riches bénéficient des avantages fiscaux, les pauvres payent. Le camarade insiste sur la rapacité des capitalistes et des financiers.

Au Danemark, le plan du gouvernement socialiste est imposé par l'U.E. contre les syndicats et les travailleurs, malgré les chiffres sinistres du chômage. Le mouvement syndicaliste a été trop modéré, on peut se demander si les organisations syndicales n'ont pas fait une trêve sociale.

Si l'U.E. considère que les syndicats sont un obstacle, alors le mouvement syndical a été bien trop modéré et il aurait fallu être plus violent au niveau de l'Europe. Les protestations commencent au Danemark, les étudiants ont commencé, les professeurs sont sous pression et un demi million prêts à se battre.

Jean-Charles Marquiset (CGT) - France:

La CES est un outil d'intégration des syndicats à la politique de l'U.E.

En France, même problème que partout aujourd'hui. La CGT et la CGTFO ont fait une unité d'action pour remettre en cause la politique du gouvernement et l'accord MEDEF-CFDT.

Luis Gonzales, militant syndicaliste, responsable de l'UGT-Espagne:

Le 14 novembre 2012, manifestation de la CES avec grève partout. Le 15, arrêt des manifestations et grèves, collecte de signature pour demander un référendum. Il reproche à la CES de ne pas avoir appelé à la grève générale. Rien n'a été fait par les organisations syndicales qui ont, au contraire, signé un accord de trêve avec le gouvernement: une pause sociale.

Il y a trois jours, les syndicats, les patrons et le gouvernement se sont réunis pour présenter un plan pour les jeunes. C'est une insulte aux jeunes et aux travailleurs avec ce projet mini-job, temps partiel à 50% payé 300 • et exonéré de charges sociales, qui condamne les jeunes de moins de trente ans à la précarité, aux CDD.

Le blocage de l'action syndicale est réalisé par le dialogue social.

Un militant catalan:

Dénonce la délinquance internationale, les gouvernements (droite, gauche) et de la finance.

- ne pas retranscrire la TSCG,

- refuser les décisions anti-sociales prises sur ordre de la Troïka. Remise en cause par la gauche des droits de la démocratie et remise en cause du droit à l'autodétermination des peuples. Nous pouvons gagner, mais il faut vaincre la peur, il faut s'unir sur toute l'Europe pour la classe ouvrière: unité des travailleurs. Qui sont les marchés?

Olivier Horman, du syndicat FGTB - Belgique:

La syndicalisation est en hausse, la puissance syndicale s'organise pour empêcher le capitalisme d'avancer sur son programme.

Même si nous constatons que des lois de démantèlement des acquis ont été votées, car le nombre des syndiqués n'empêche pas les remises en cause.

De plus en plus de salariés comprennent que les organisations syndicales bloquent la révolte des salariés et ils ont de plus en plus de mal à supporter le dialogue social et la compromission. Les travailleurs exigent la fin de la phase d'intégration des syndicats et le retour à un syndicalisme indépendant. Il dénonce la division des syndicats sur des bases nationales et linguistiques. Cette conférence est l'occasion de mettre en place un mouvement syndical international indépendant.

Andres Bòdalo, syndicaliste du Syndicat des journaliers agricoles - Espagne:

Par la soumission du gouvernement à l'U.E. à l'austérité, c'est la pauvreté pour les milliers de salariés en Andalousie. Nous devons combattre pour le droit à la vie au logement, aux soins, aux biens communs que nos anciens ont obtenu par la lutte et que nous perdons petit à petit.

Il est révoltant que moins de 10% de la population mondiale mette les autres 90% dans la misère.

Nous voyons des salariés se suicider, se jeter des balcons et tout ceci pour le profit de la finance et des privilégiés. Ceci est un motif suffisant pour être dans la rue tous les jours. Je suis travailleur agricole journalier en Andalousie, nous nous faisons voler nos terres. Il y a eu des grandes manifestations en Andalousie pour récupérer nos terres. Je viens d'une petite ville d'Andalousie où 80% de la population est travailleur saisonnier et au chômage et se fait expulser de ses logements, résultat de la spéculation avec l'argent de la mafia.

Un militant retraité - Espagne:

Qui évoque la réforme de la législation du droit du travail? Qui permet des licenciements plus faciles? Ouvriers de plus en plus pauvres, Conventions Collectives à la baisse, gros problèmes de remboursement des médicaments. Le camarade conclut: après la chute du Mur de Berlin, nous subissons un véritable tsunami du capital.

H.-W. Schuster, syndicat Ver.di., militant de Dusseldorf -Allemagne:

L'agenda 2010 a mis en place des plans structurels: sur la Sécurité Sociale, les Conventions Collectives, les droits des salariés ont été ratiboisés.

Cette situation est comparable à celle de l'Espagne en 2005. Nous avons discuté et nous avons, dans nos assemblées, dit que nous devons nous battre. Le Président du DGB nous a répondu que nous ne pouvons pas faire marche arrière. Aujourd'hui, en Allemagne, c'est toujours plus contre les salariés et l'obligation du dialogue social.

Nous revendiquons l'augmentation des salaires du privé et des fonctionnaires, contre la précarité.

Nous exigeons de pouvoir faire grève contre l'austérité et les décisions gouvernementales, ce qui est interdit aujourd'hui.

Un militant syndicaliste des Services Publics - Espagne:

Les salaires des services publics ont perdu 19,9%, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 25% et encore plus pour les banques. Aujourd'hui c'est une agression contre les salariés des services publics, mais également contre les services publics pour les citoyens.

Mariano Rajoy, chef du gouvernement a décidé de faire des économies pour sauver les banques.

Centralisation et privatisation de beaucoup de secteurs du service public, des municipalités (services).

Retour vers un état totalitaire et pré-fasciste.

La solution passe par une grande mobilisation et une nouvelle constitution.

Christophe Bitaud, UAS - France.

Rosa de la Fuente Moreno, Plateforme des victimes des hypothèques (PAH) - Espagne:

Militante espagnole de l'association des familles monoparentales du pays basque.

Ce n'est pas une crise que nous subissons, c'est un produit élaboré du capitalisme sauvage. Diminution des salaires. Expulsion des logements, liée aux hypothèques. Ma maison a été vendue aux enchères; 7 procès lancés contre elle, à cause de son combat contre la banque. Elle exige le droit au logement, la nationalisation des banques, la suspension des procédures judiciaire concernant les habitations principales.

Aradi Pal, dirigeant du groupe des ouvriers du Parti social-démocrate historique, militant de Hongrie:

Dénonce la dégradation du niveau de vie. Droit de grève égal à 0. Les confédérations syndicales ne font rien. Conditions de travail déplorables. Pas de protection contre les produits toxiques.

60 heures de travail par semaine et les heures supplémentaires sont payées 6 mois après.

Aujourd'hui, être sans abri en Hongrie est un délit.

Une militante enseignante - Espagne:

Les directions syndicales ont bloqué la mobilisation et contrecarré les actions de la base. Les salariés comprennent le «rôle» joué par les grandes organisations syndicales. Nous devons dépasser le stade de la dénonciation et agir. Combattre ensemble, besoin d'appui pour combattre les politiques de restriction budgétaire. Il faut que les corrompus tombent.

Un militant basque, travailleur autonome de Bilbao:

Défiance des salariés vis-à-vis des directions syndicales. La classe ouvrière est déterminée. Les salariés de très nombreuses entreprises avec des CE des quatre syndicats principaux du pays basque se sont regroupés. Ils ont créé une coordination de 350 CE qui participent aux manifestations avec pour mot d'ordre:

- pas de licenciement,

- non à la dictature de la dette,
- les directions syndicales veulent distraire, éloigner les salariés avec le dialogue social.

Les salariés doivent diriger l'UGT, le syndicat est le nôtre, il nous appartient, nous devons donc déterminer l'orientation des directions syndicales.

Une enseignante de Montpellier - France.

Une militante espagnole - Ports:

Je ne me sens pas représentée dans la salle, trop d'hommes, il manque la moitié de la population ouvrière.

Critique les lois de remise en cause des droits de la femme: avortement, liberté sexuelle, femmes battues et classement sans suite des abus, inégalités au travail, salaire et temps partiel.

Les droits régressent en Espagne, alors qu'ils progressent en Amérique du Sud.

Un quart des femmes au chômage en Europe sont espagnoles, 66 % des CDD sont des femmes.

On constate une régression des droits aux congés maternité et parentaux.

Un militant de Lisbonne:

Le mouvement social a commencé en 1993 avec les dockers. Il est dangereux, nuisible que les organisations syndicales acceptent de se soumettre au diktat de l'U.E et à la dictature de la dette.

Ce mouvement qui démarre aujourd'hui, relie des organisations très différentes. Il faudrait créer un centre d'information de volontaires pour contrer et organiser l'attaque en respectant les organisations et attirer la jeunesse.

Proposition de prise de contact et de mettre en place un centre d'information pour que l'on puisse s'organiser en tenant compte des différents échecs.

Matthias Cornely, militant allemand d'IG Metall:

Conférence d'urgence le 30 juin sur l'annulation de la règle d'or MSE et du TSCG et contre le sauvetage des banques. Conséquences du TSCG et MSE: coupes sombres, difficultés chez OPEL, fermeture de l'entreprise Bochum, grève pour exiger le retrait de la fermeture.

Fin janvier, les ouvriers se sont révoltés contre l'accord de IG métal: remise en cause du droit de grève. Contre la concurrence libre et non faussée. Le gouvernement Merkel et les gouvernements locaux (Länder) bafouent les règles sociales et la démocratie. Les responsables trahissent les salariés qui ont honte des décisions des directions nationales de notre syndicat, qui se comportent comme une phalange qui de force impose les décisions de la troïka.

Un militant syndical espagnol:

Critique les directions des organisations syndicales qui trahissent et dénonce le dialogue social.

Dans les périodes de crise, la conscience des travailleurs avance beaucoup plus vite que l'on peut se l'imaginer.

Une militante syndicale de Madrid, santé publique:

J'ai été licenciée, mais je continue à militer contre la privatisation, la casse, pour la solidarité entre les générations, les malades et les salariés en bonne santé. Je souligne que nous rencontrons de gros problèmes entre les assemblées de travailleurs et les responsables syndicaux, qui refusent de reprendre les mots d'ordre, les revendications.

Daniel Gluckstein, secrétaire national du POI:

Dictature. Guerre.

Ileana Cretan, militante de l'Association pour l'Emancipation des travailleurs de Roumanie:

L'UE demande (exige) la modification de la constitution pour la mise en place du TSCG. L'UE organise la division territoriale qui mettrait en cause l'unité nationale. Nous rejetons l'U.E. «Ils parlent de l'unité, ils parlent de l'U.E. Nous parlons de l'unité des européens».

« Depuis quand la compétence des régions représente-t-elle l'unité? ».

Ce qui est certain, c'est que la classe ouvrière, actuellement, perd, quelque soit le pays.

Souvent, les différences entre les nations sont utilisées pour diviser les travailleurs de manière artificielle. Depuis un an, deux gouvernements sont tombés pour les mêmes raisons: vouloir mettre en place la dictature de l'U.E., le premier était un social-démocrate, le second était de droite.

Francesco Lòpez, militant syndicaliste, Ford Adventura - Espagne:

Travaille dans un parc touristique. L'entreprise confie le travail à des sous-traitants sous-payés et exploités.

Un militant politique grec:

Chômage supérieur à 50% de la population active 25% de perte de salaire.

La question est: comment en sommes-nous arrivés là? Cela fait peur.

Les travailleurs ne savent plus quoi faire après 1, 2, 3 mémorandums.

Nuria Aguilera, syndicaliste UGT - Espagne:

Choix entre socialisme et barbarie. Ils remettent tous nos droits en cause. Manifestation prévue le 29/03/13.

J'ai la rage comme étudiante et jeune, quand je vois le taux de chômage des jeunes et quand je vois le plan emploi-jeunes.

Le gouvernement cherche à rompre le lien entre les jeunes et les anciens, en les opposant.

«Avons-nous une tête de génération perdue? Nous disons non et nous nous battons jusqu'au bout».

Carmelinda Pereira, militante du Parti Ouvrier d'Unité Socialiste, POUS, à Lisbonne:

Aucun secteur n'échappe à la dévastation. Brutalité inédite avec mémorandum.

Après les plans de stabilité du gouvernement, la gauche et la droite continuent et détruisent l'école publique.

De plus en plus d'étudiants qualifiés quittent l'école ; ils n'ont pas d'argent pour payer leur pass social; fermeture de plusieurs écoles primaires, augmentation des effectifs par classe, surcharge de travail des professeurs et instituteurs: 30.000 suppressions de professeurs sur 150.000 et encore 10.000 à venir. Les professeurs, les instituteurs, les enfants ont faim, ils sont fatigués.

Le secrétaire général de notre syndicat nous a déclaré «qu'il était disponible pour descendre dans la rue». Nous sommes pour l'organisation d'une conférence en urgence, pour appeler à la mobilisation permanente des salariés.

Un militant espagnol de Tarragone:

Dénonce les privatisations et appelle à la résistance à la dictature sociale démocrate...

Nous ne sommes pas en démocratie, c'est une classe qui a pris la forme de la démocratie.

Les syndicats doivent être nos organisations, dans lesquelles chaque ouvrier aurait le choix de participer... Nous devons récupérer nos syndicats.

Jean-Michel Delaye, militant CGT Fédération Services Publics et de Santé - France.

Un militant espagnol d'une organisation syndicale organisatrice de la conférence:

Même discours partout car c'est la même politique, celle de l'U.E.

La CES est une officine de l'U.E. qui accompagne ses plans. Il faut donc construire un réseau européen de syndicats indépendants.

Il pointe les risques du féminisme qui créé une séparation entre les hommes et les femmes qui sont de la même classe. Il appelle au renforcement du rôle des femmes et des jeunes qu'il nous faut entraîner dans notre combat.

Peter Polke, militant allemand, Syndicat du Rail:

En 1994, privatisation du Rail. Liquidation de plus de 50% des salariés avec la tactique du dialogue social. Les syndicats se sont mobilisés contre cette privatisation et ont exigé des assemblées générales de

salariés. 1.000 syndicats ont signé des pétitions et le syndicat DGB continue la politique du dialogue social et nos responsables syndicaux s'inquiètent des mouvements en Espagne, au Portugal et en Grèce. Il faut récupérer nos syndicats, qui sont les nôtres.

Une militante de Bilbao, Services Publics et de Santé:

Il faut défendre les services publics dans tous les pays.

Au pays basque, il y a des appels à des manifestations à des jours différents entre les syndicats nationalistes basques et les syndicats espagnols, ce qui crée la division, mais les salariés se regroupent pour contrer cette division.

Rassemblement de tous les collectifs en lutte.

Au Portugal, il y a eu une grande manifestation contre la troïka.

Lorenzo Varaldo, syndicaliste italien de l'enseignement:

Situation très difficile, mais rien n'est joué. L'U.E. dit que l'Italie est tombée dans l'instabilité.

La situation politique en Italie a abouti à un vote pour trois partis qui, en fait, sont prêts à suivre le diktat de l'U.E. Il y a une forte réaction de résistance à l'U.E. et contre les confédérations qui, pendant un an, ont accompagné la politique de Mario Monti. Tous les partis de gauche, y compris l'extrême gauche ont accompagné Monti, c'est pourquoi le mouvement "5 étoiles" a percé.

Max Robert, syndicaliste services publics - Suisse:

Gros problème car les organisations syndicales sont dans la CES et les logiques de celle-ci sont mises en place de manière insidieuse, avec la complicité du parti socialiste. Privatisation des postes et chemins de fer, de secteurs entiers du service hospitalier, sécu, énergie, sur directive de l'U.E.. Une tentative de modification de la constitution est engagée pour rendre obligatoire l'application des décisions européennes, alors que maintenant c'est impossible grâce à la constitution.

Un militant espagnol:

Chômage massif. Détresse des jeunes qui se résignent. Inégalités qui augmentent.

Nous appelons à lancer un appel à organiser les ouvriers aveugles devant un ennemi qui tire, qui empoisonne.

Mise en cause des directions syndicales.

Les travailleurs ont besoin d'entendre dire qu'il faut reconquérir leurs droits et en conquérir de nouveaux, et ils sont prêts à se battre.

Gérard Schivardi, Collectivités Territoriales, militant français.

Jan-Erik Gustafsson, syndicaliste enseignement supérieur, suédois:

Condamne le TSCG.

La sociale démocratie dit qu'elle est la seule garante de la protection des salariés et du code du travail et contre les excès du TSCG.

En vérité, cette garantie n'est pas réelle et nous craignons que la Suède ne rentre dans la zone Euro.

Depuis 1995, ce sont les sociaux- démocrates qui ont dérégulé les services publics et ils continuent.

Système de retraite cassé avec indexation du montant des retraites revue à la baisse, ce sont les marchés qui jouent avec la bourse.

Une loi suédoise a été votée pour diminuer le droit des syndicats de combattre dans les entreprises étrangères qui ne respectent pas les conventions collectives.

Nous combattons la «soi-disante» concurrence libre et non faussée, l'austérité et nous affirmons que l'U.E est réactionnaire.

Un militant danois, docker :

Problème des jeunes chômeurs.

Il demande des actions à partir de la base, de se battre ensemble et de mettre la pression sur nos dirigeants syndicaux.

Un militant socialiste catalan:

Depuis 2006 nous allons vers le chaos.

Zapatero a gagné sur une mobilisation contre la guerre. Les jeunes chômeurs ont appelé Zapatero, celui-ci a respecté ses engagements dans un premier temps, puis a capitulé en 2010, année où il a pris des lois contre ceux qui l'avaient élu. Zapatero s'est opposé aux décisions de congrès du parti socialiste et des millions de socialistes veulent refaire un congrès.

Un militant de Florange - France.

Maria Pantazaki, syndicaliste enseignante - Grèce:

Tout a été dit, je n'ai rien à rajouter par rapport à tous les pays d'Europe.

Sur le mouvement syndical, la discussion en Grèce n'est pas aussi avancée qu'ici.

Aucun travailleur ne peut être content avec la politique des directions des syndicats qui appellent à une journée de grève. Exemple:

En février 2013, grève des dockers et du métro à Athènes. Cette grève s'est terminée par la réquisition des travailleurs. La direction du syndicat a soutenu en parole la grève, mais en vérité, elle n'a rien fait pour soutenir les grèves: pas d'appel interprofessionnel, un appel à la grève le 24 après 2 semaines de grève et elle a appelé juste à une journée de grève de 24 h. Les grévistes disaient: «comment aller plus loin?». Il y a un syndicat des enseignants qui a proposé d'écrire une lettre à la direction des syndicats pour qu'un appel commun soit lancé avec les autres organisations.

Ceux qui ont soutenu cet appel soutiennent aujourd'hui une grève de 48h au lieu de 24h... C'est loin de ce qu'il faut faire! Comment organiser une grève générale si les directions syndicales s'y opposent?

Même si vous avez l'impression, avec ce que je dis, que la grève n'est pas à craindre, n'est pas dangereuse, et bien ils sont en train de préparer une loi pour limiter le droit des syndicats.

Manus Bree, militant irlandais:

Les représentants politiques du Labour Party ont continué la politique de la troïka et le peuple subi de nouveaux impôts, mise en place de nouvelles taxes.

Les citoyens ont refusé de se faire enregistrer, aujourd'hui ils sont menacés de prison. Tout le monde est prêt à se mobiliser. Menace du gouvernement aux ordres de la troïka qui veut baisser les salaires et veut imposer aux confédérations syndicales la signature d'un pacte social.

Un militant allemand:

Dialogue social, véritable rouleau compresseur contre les plans sociaux.

Dialogue social, destruction d'organisations syndicales. La règle d'or empêche de négocier les salaires. Création d'une commission de l'UE entre patrons et syndicats pour limiter l'augmentation des salaires et réduire la force des syndicats et obliger à négocier au niveau de l'entreprise. Que font les organisations syndicales de tous les pays dans cette commission?

Pablo García-Cano, syndicaliste CCOO, militant de Madrid:

Blocage des salaires. Mesure de dérégulation de la journée de travail. Conventions Collectives vidées en juillet 2013. Le gouvernement veut, par des accords d'entreprise, casser les conventions collectives, baisser les salaires. On va bientôt travailler pour un bout de pain.

De nombreux syndicats ont rejeté la direction syndicale qui ne voulait pas appliquer les revendications.

Patrick Hébert, syndicaliste - France.

Cinzia Sannazzaro, militante syndicaliste - Italie:

Travaille dans un centre d'appel.

Personnel embauché par l'entreprise sous un statut moins favorable: 2 catégories de salariés, à statut différent.

QUAND WALESA VIENT EN VENDÉE, C'EST PAS POUR DES MOJETTES! ⁽¹⁾

20.000 • pour faire venir Walesa... ça grince!

Dans le cadre de la commémoration du 220ème anniversaire du soulèvement vendéen, le président du conseil général Bruno Retailleau a tenu à inviter le célèbre Polonais Lech Walesa, figure de la résistance et de l'insurrection populaire. Sa venue n'était pas désintéressée, puisque le Département a dû s'acquitter de 20.000€, somme versée à la fondation de l'ancien président de la République et prix Nobel de la Paix. En ces temps de disette financière, cette dépense n'a pas manqué d'interpeller, fournissant une énième occasion à Philippe de Villiers d'égratigner de nouveau son successeur. Pour compléter ce tableau polémique, ajoutons à cela que quelque temps avant sa venue en terre vendéenne, Walesa s'était distingué par la tenue de propos à caractère homophobes, assumés et réitérés en Vendée: il avait déclaré que les députés polonais gays n'avaient pas leur place dans le Parlement mais à l'extérieur... Paradoxal pour un homme qui serine être un ardent défenseur des minorités en tous genres! En pleine fronde française à propos du mariage pour tous, de tels propos étaient encore plus malvenus, de la part du septuagénaire, à tel point que les cérémonies ont été boycottées par des élus socialistes outrés! Walesa, un invité qui a plus suscité la controverse que la paix entre «factions» politiques vendéennes, lors de cérémonies qui se voulaient pourtant placées sous le signe du pardon, justement...

Lu dans « Le Sans-culotte 85 »- n°63 - mai 2013 (2).

Curieuse cérémonie en effet! Il y a 220 ans, la population en divers endroits des départements de Maine-et-Loire et Vendée se soulevait, ne trouvant pas dans la Révolution française l'émancipation économique qu'elle aurait pu espérer. Elle refusa de participer à la défense de la Nation (leurs nouveaux maîtres) contre leurs anciens maîtres, préférant apparemment, à défaut d'autres vues, l'état de sujétion antérieur. Une guerre civile s'en suivit. Aucune unanimité ne régnait en ces contrées, les massacres commis par les blancs ne sont guère commémorés, tandis que ceux commis par les bleus font un nombre de victimes dix fois supérieur à la population réelle... selon une historiographie écrite... 50 ans plus tard et bien trop officiellement admise.

On notera que cette commémoration devait se faire dans la grande unanimité bleu-blanc-rose! Commémorer le maintien accepté de l'état de sujétion, n'est-ce-pas le grand but de l'*Union nationale*! Cela ne défrise ni les bleus ni les roses! Mais Walesa n'aime pas les pédés, au point que même le vicomte Philippe le Jolis de Villiers de Saintignon - encore sous le coup de l'accusation de l'un de ses fils contre un autre pour agression sexuelle réitérée et masquée par la famille naturellement nombreuse - s'en offusque! Blancs et roses s'en vont boycotter la cérémonie, c'est d'un cocasse, votre Excellence!

Côté polonais, c'est un ancien président de syndicat qui était invité, pour faire un parallèle entre l'événement commémoré, et le soulèvement syndicaliste de 1980 en Pologne. En effet, en 1980, la population laborieuse polonaise se soulevait. L'*Union des syndicats indépendants autogérés «Solidarnosc»* créée pendant la grève générale - expropriatrice et gestionnaire - organisait l'économie sur une base socialiste.

Les *Accords de Gdansk* permirent la légalisation de *Solidarnosc*. Mais l'Etat, bien que paralysé, n'était pas détruit, et il ne le sera pas. Au contraire, il trouva en Walesa l'ami nécessaire à son maintien. Sitôt constitué statutairement, les responsables nationaux de *Solidarnosc* la dirigèrent vers la collaboration avec le pouvoir, trahissant leurs mandataires.

Ce personnage controversé - une polémique sur le fait qu'il aurait été un agent provocateur du régime n'est pas éteinte - engagea la transformation de l'*Union des syndicats indépendants autogérés «Solidarnosc»* en parti politique, pour sa propre accession au pouvoir. Il n'y dura pas plus d'un mandat.

Il représente aujourd'hui en Pologne le cléricanisme le plus exacerbé. Le syndicalisme indépendant lui, y est encore à reconstruire.

Ne déclara-t-il pas dans une réunion syndicale: «L'Église nous conseille d'être toujours modérés, d'être conscients, de trouver un compromis... C'est nous qui modérons les gens. C'est grâce à nous qu'on ne tire pas sur le pouvoir, si le pouvoir n'a pas encore été rejeté... Sans nous il y aurait déjà la révolte populaire. Et

c'est d'ailleurs un pouvoir conscient des dimensions de la crise économique qui a permis peut-être la création de Solinarnosc en sachant que nous jouerions un rôle d'amortisseur raisonnable qui protégera même le pouvoir et le Parti contre la colère populaire» (3). Sans commentaires.

Son Excellence déchu - le vote populaire a quand même une morale - fut honorée d'une fondation qui délivre le *Prix Lech Walesa*, depuis 2008: «*Cette distinction est décernée chaque année à des personnes ou organismes agissant pour le compte de l'entente et de la coopération conjointe des nations, la liberté et la promotion des valeurs qui forment la base du mouvement "Solidarité"*» (4). Soit 100.000\$ américains en 2011.

En 2008, cette fondation honora: «*...Sa Majesté le garde des Deux Saintes Mosquées, le Roi (d'Arabie-saoudite) Abdullah Bin Saud Al Abdulazizowi, en reconnaissance de sa contribution personnelle à la cause du dialogue interreligieux, la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle entre les cultures et les civilisations, ainsi que la paix et la coopération internationale et d'importants travaux de charité*» (5). En 2009, ce fut Shadi SADR, citoyenne iranienne, avocate, militante des droits de l'homme. Une avocate des femmes iraniennes après le roi de la très féministe Arabie-saoudite, c'est remarquable! En 2010, une organisation humanitaire polonaise, et sa fondatrice Janina OCHOJSKA, «*pour la construction d'une culture de tolérance et de responsabilité globale*». En 2011, ce fut Luiz Inácio LULA DA SILVA, «*pour le renforcement des pays en voie de développement et l'action pour réduire les inégalités sociales*». En cette occasion, le jury était composé de: Lech WALESA, ancien président polonais, Vaclav HAVEL, ancien président de la Tchécoslovaquie et de la République tchèque. Stanislav SHUSHKEVITCH, ancien président du Soviet suprême du Bélarus, Jan Krzysztof BIELECKI, Président du Conseil des Ministres de la République de Pologne, M. Bernard KOUCHNER, ministre des Affaires étrangères de la République française, Wladyslaw BARTOSZEWSKI, ancien ministre des Affaires étrangères polonais, Emil CONSTANTINESCU, ancien président de la Roumanie et Zbigniew JAGIELLO, PDG de PKO Banque polonaise. En 2012, le lauréat était le «*biélorusse Alexandre BIALACKI un militant social, politique et défenseur des droits de l'Homme*».

WALESA continue, égal à sa suffisance, à vouloir incarner la transcendance sociale, avec l'aide des banques, des pouvoirs civils, et des gardiens de toutes les églises et mosquées.

Mais le mariage pour tous n'entre pas dans la cadre de sa transcendance, au contraire ça la gratte à un certain endroit. Si non nous aurions eu un superbe rassemblement bleu-blanc-rose en commémoration de la contre-révolution catholique et royale! Mais réussir à offusquer le vicomte! Y a quelque chose de pourri au royaume de la transcendance.

Plus fort que le syndicalisme rassemblé, l'histoire nous a donné Lech WALESA. Amis syndicalistes, si vous avez une liste de membres de la C.E.S. à classer dans la même catégorie, proposez-les au président du Conseil général de Vendée, il paye pour ça!

Georges RIVALIN.

(1) Mojette: appellation locale du fayot (haricot blanc sec).

(2) Mensuel local: adresse postale BP21,85440 TALMONT-S.HILAIRE.

(3) Relevée sur Wikipedia; cette citation manque de référence, mais me semble d'une probabilité maximale

(4) <http://www.ilw.org.pl/> . Par "*Mouvement Solidarité*", il faut entendre le parti walesien, et non les syndicats indépendants.

(5) Ces renseignements et les suivants figurent sur le site de la "*Fondation de l'Institut Walesa*" <http://www.ilw.org.pl/> et du "*Mouvement Solidarnosc*" <http://solidarnoscldaprzyszlosci.pl/>

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
